

SPUQ INFO

BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL



Face à la crise climatique : du savoir à l'action collective

// MICHEL LACROIX, président

Face à la crise climatique, tout-e professeur-e d'université est impliqué-e, quelles que soient ses recherches, sa discipline, ses positions politiques, ses pratiques quotidiennes de consommation ou de transport. Cette crise nous concerne collectivement, en tant qu'universitaires (elle nous concerne aussi comme citoyen-nés, mais c'est là une autre histoire).

Elle nous interpelle en premier lieu dans notre rôle de chercheur-es, de responsables du développement du savoir. Au fil des jours, dans la patiente élaboration de nos travaux, dans la confrontation et collaboration avec ceux de nos collègues, notre identité de chercheur-e prend le plus souvent une dimension individuelle, parfois même solitaire. Nul ne souhaiterait être lié-e *a priori*, fût-ce par principe de solidarité, aux résultats des recherches menées par une catégorie spécifique d'universitaires. Et pourtant, dans le cas de la crise climatique, nous avons tou-te-s une responsabilité partagée à défendre le savoir accumulé.

Le constat du réchauffement climatique et de la primauté des causes humaines de ce réchauffement ainsi que les prévisions des conséquences environnementales, économiques, sociales et géopolitiques du réchauffement sont établis par des scientifiques, des universitaires, ici comme partout dans le monde. Il y a certes des zones d'incertitude dans ces constats, mais il y a aussi une unanimité très rarement atteinte dans les milieux scientifiques quant à l'urgence d'agir pour éviter, autant que possible, les conséquences les plus catastrophiques du réchauffement climatique. Les chercheur-es le répètent depuis des décennies : il faut absolument agir, agir résolument et immédiatement. Ces chercheur-es ont publié des centaines et centaines d'articles sur le sujet, ont participé à des travaux collectifs sans précédent dans le cadre du GIEC, ont signé de très nombreuses pétitions ou lettres ouvertes. Et pourtant, l'action politique, au Québec comme ailleurs, n'est pas à la hauteur de l'urgence.

Nous ne sommes évidemment pas tou-te-s spécialistes de ces questions, mais nous pouvons tou-te-s comprendre, comme professeur-es d'universités, le caractère exceptionnel d'une telle unanimité dans le monde scientifique, nous pouvons tou-te-s prendre conscience du décalage sans précédent séparant sur ce plan la communauté scientifique et les responsables politiques. Nous ne pouvons- p.2

311
mars 2020

SOMMAIRE //

- FACE À LA CRISE CLIMATIQUE : DU SAVOIR À L'ACTION COLLECTIVE, michel lacroix -1
- DOSSIER// SAVOIR ET AGIR : L'UQAM ET L'URGENCE ENVIRONNEMENTALE
 - L'ENVIRONNEMENT : UN CHANTIER COLLECTIF POUR LA FORMATION, LA RECHERCHE ET L'INTERACTION SOCIALE lucie sauvé -4
 - SAVOIR ET AGIR DANS LA TRANSITION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE rené audet -6
 - LA QUESTION DE LA DÉCROISSANCE ET L'IMPÉRATIF DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN TEMPS D'URGENCE CLIMATIQUE éric pineault -8

DOSSIER// SAVOIR ET AGIR :
L'UQAM ET L'URGENCE
ENVIRONNEMENTALE// >4



face à la crise climatique : du savoir à l'action collective

// suite de la page I

rester indifférent-es à ce déni politique du savoir, à la minimisation de l'ampleur de la crise et des catastrophes potentielles, aux accusations de radicalisme ou d'extrémisme portées contre les appels à une action à la hauteur du défi. Comme professeur-es d'université, nous avons la responsabilité d'assurer la transmission de l'héritage culturel et scientifique accumulé, de veiller au développement des connaissances et de les diffuser le plus largement possible. En un mot, assurer la « continuité du monde », ainsi que l'avancé Arendt : « l'éducation est le point où se décide si nous aimons assez le monde pour en assurer la responsabilité [et] si nous aimons assez nos enfants pour ne pas les rejeter de notre monde, ni les abandonner à eux-mêmes¹ ». Cette double mission est devenue plus grave que jamais, puisque l'inaction politique locale et globale ouvre sur l'abîme, la possibilité que nous ne laissons que des ruines en héritage, faillant ainsi envers le monde comme envers les générations montantes.

Ces responsabilités sont collectives et il importe de les prendre en charge collectivement, de ne pas laisser quelques professeur-es les assumer seul-es, individuellement. À l'interface entre la recherche universitaire et la sphère publique, le SPUQ peut servir de relais institutionnel aux chercheur-es, œuvrer à la transformation du constat scientifique en action politique. Ceci en tant qu'expression générale de la volonté du corps professoral, mais aussi comme partie prenante d'une institution universitaire (l'UQAM), d'une fédération de syndicats et associations de professeur-es d'université (la FQPPU) et d'une centrale syndicale (la CSN). Autant de lieux, de ressources pour amorcer des mobilisations.

C'est dans cette optique que le SPUQ a organisé une table ronde sur l'urgence environnementale, dont le présent numéro du *SPUQ-Info* fait état, grâce aux contributions de René Audet, Éric Pineault et Lucie Sauvé, et qu'il a adopté dans les conseils syndicaux de la dernière année des résolutions proposant la décarbonisation du Régime de retraite de l'Université du Québec (le RRUQ), demandant un bilan des émissions de gaz à effet de serre liées aux activités de l'UQAM et s'opposant aux projets GNL-

Québec et LNG-Canada (voir ci-contre). C'est aussi dans cette optique que nous avons créé un Comité d'urgence environnementale (avis aux intéressé-es : écrivez-nous si vous souhaitez vous y impliquer) et que nous participons à l'organisation d'une journée d'étude sur l'urgence climatique de la FQPPU, qui aura lieu à l'UQAM le 13 mars prochain (voir le programme ci-contre).

S'ajoute à ces enjeux une dimension plus proprement uqamienne. Une triste observation, surgie au cours des derniers mois, au fur et à mesure que les enjeux environnementaux revenaient au premier plan des débats politiques, a été répétée par de nombreux collègues : l'UQAM a été le fer de lance, au Québec, des études sur l'environnement. Cela a été longtemps un signe distinctif, affiché avec fierté, connu et reconnu à travers le monde (sur le plan universitaire du moins). Cela a été. Car, au cours des dernières années, il semblerait que cela se soit estompé. Non pas dans la réalité concrète des recherches et de l'enseignement, mais dans la projection de ces recherches et de cet enseignement hors des murs de l'UQAM.

Au moment où la crise climatique est le principal sujet public, politique, scientifique, intéressant les jeunes étudiant-es du secondaire et du collégial, ne serait-il pas grand temps pour l'UQAM de réaffirmer publiquement, avec force et constance, qu'elle est toujours le fer de lance des études environnementales au Québec ? Ne serait-il pas temps d'imaginer comment s'imposer, sur la scène publique, comme une université profondément environnementaliste, dans le savoir et l'action ? Nous estimons que oui. Ceci serait par ailleurs conforme à la mission de l'UQAM, celle d'être une université impliquée dans son milieu, qui œuvre à faire le pont entre les savoirs universitaires et la sphère publique. Nous ne pouvons qu'endosser les demandes formulées par l'assemblée départementale de sociologie (et adoptées, depuis par d'autres départements) quant à l'inclusion des enjeux environnementaux dans la mission sociale de l'UQAM : « notre université doit faire œuvre utile dans la lutte contre les changements climatiques en participant à la réalisation d'une transition juste qui

BULLETIN DE LIAISON DU SPUQ

SPUQ-INFO, UQAM
BUREAU A-R050
C.P. 8888, SUCCURSALE CENTRE-VILLE
MONTRÉAL, QUÉBEC, H3C 3P8

TÉLÉPHONE : (514) 987-6198
TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-3014
COURRIEL : spuq@uqam.ca

SITE INTERNET :
<http://www.spuq.uqam.ca>

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO//
René Audet
Michel Lacroix
Éric Pineault
Lucie Sauvé

prende en charge les impacts économiques et sociaux de la crise écologique². » Le GIEC comme les centrales syndicales réunies dans le collectif La Planète s'invite au travail ont mis en évidence le fait que « les pires conséquences seront subies par ceux qui ont eu la moins grande implication dans le réchauffement climatique, entre les États, au sein des États et entre les générations³ », et que la crise climatique augmentera les risques de santé et de sécurité au travail en plus de menacer les emplois dans plusieurs secteurs industriels, faute de mesures de transition solides. Au nom du savoir et de la justice sociale, et pour la suite du monde, de la possibilité même d'un monde commun, nous devons identifier ensemble, comme corps professoral, les objectifs et les moyens de notre combat collectif contre l'urgence climatique. □

1. Hannah Arendt, *La Crise de la culture*, Paris, Gallimard, « Folio essais », 1989, p. 352.
2. « Préambule pour la définition d'une *Mission sociale* et d'une *Politique de finance responsable* à l'Université du Québec à Montréal », Département de sociologie, 21 septembre 2019.
3. IPCC, *Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels [...]*, Valérie Masson-Delmotte, et al (éd.), p. 55. Ma traduction.



OPPOSITION AUX PROJETS GNL (GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ) QUÉBEC ET LNG (*LIQUEFIED NATURAL GAS*) CANADA

Extrait du procès-verbal du Conseil syndical du SPUQ du 23 janvier 2020

ATTENDU le projet de GNL Québec, qui comprend un gazoduc de plus de 750 km, une usine de gaz naturel liquéfié et un terminal maritime;

ATTENDU que ce gazoduc traverserait de nombreuses rivières et aires protégées, affectant l'habitat de 17 espèces vulnérables;

ATTENDU que l'exportation maritime exigerait le passage annuel de quelque 160 méthaniers dans le parc marin du Saguenay–Saint-Laurent, menaçant la survie du béluga;

ATTENDU que le cycle de vie du gaz naturel de l'extraction jusqu'à l'usine de liquéfaction engendrerait plus de 7,8 millions de tonnes de gaz à effet de serre (GES) annuellement;

ATTENDU que GNL Québec est une entreprise financée par des actionnaires installés dans des paradis fiscaux (IRIS, 2019);

ATTENDU le projet de LNG Canada, qui comprend un gazoduc de 670 km, une usine de gaz liquéfié et un terminal maritime;

ATTENDU que le cycle de vie du gaz naturel de l'extraction jusqu'à l'usine de liquéfaction engendrerait plus de 4 millions de tonnes de GES annuellement;

ATTENDU que ce gazoduc traverserait les territoires Wet'suwet'en;

ATTENDU l'opposition ferme de la nation Wet'suwet'en au projet de gazoduc;

ATTENDU que l'arrêt Delgamuukw contre la Colombie-Britannique de la Cour Suprême a affirmé le droit des peuples autochtones sur leur territoire;

ATTENDU que les recherches sur les changements climatiques montrent l'urgence d'agir rapidement et significativement pour réduire les émissions de GES;

ATTENDU la volonté affirmée par le SPUQ de contribuer à la mobilisation sur l'urgence environnementale;

IL EST RÉSOLU QUE LE CONSEIL SYNDICAL :

S'OPPOSE aux projets de GNL Québec et de LNG Canada;

APPUIE la nation Wet'suwet'en dans sa résistance au projet LNG Canada;

DÉNONCE la volonté d'imposer de force, grâce à l'occupation des territoires par la Gendarmerie royale du Canada, la construction du gazoduc Coastal Gaslink;

INVITE la communauté uqamienne à prendre position contre les projets GNL Québec et LNG Canada;

CONFIE au Comité exécutif du SPUQ le mandat de transmettre cette résolution à la députée de Sainte-Marie–St-Jacques, Manon Massé, au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Benoit Charette, au député de Laurier–Sainte-Marie et ministre du Patrimoine canadien, Steven Guilbeault, et au ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Jonathan Wilkinson.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PROGRAMME

JOURNÉE D'ÉTUDE SUR L'URGENCE CLIMATIQUE

organisée par
la Fédération québécoise
des professeures et professeurs d'université (FQPPU)
et le SPUQ

Vendredi, 13 mars 2020
Salle des boiseries (J-2805)

8 h 30 Mot d'ouverture
Jean Portugais, FQPPU
Michel Lacroix, SPUQ

8 h 45
NORMAND MOUSSEAU, Dép. de physique, Université de Montréal
Gouvernance environnementale, capacité d'action et rôle des universitaires dans les changements climatiques

9 h 30
PHILIPPE GACHON, Dép. de géographie, UQAM
Les risques d'inondations et de désastres dans le contexte des changements climatiques : constats, solutions et actions vers une résilience collective

10 h 15
PETER DIETSCH, Dép. de philosophie, Université de Montréal
Régimes de retraite et changements climatiques : une esquisse de stratégies politiques

11 h à 12 h Plénière I

12 h à 13 h Repas

13 h 15
LUCIE SAUVÉ, Dép. de didactique, UQAM
Une stratégie québécoise d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté

14 h
ALBERT LEJEUNE, Dép. de management et technologie, UQAM
Défis cognitifs du changement climatique : quelques notes sur l'École d'été et les conférenciers

14 h 45
ADRIAN BURKE, Dép. d'anthropologie, Université de Montréal
Crise climatique et effondrement de la biodiversité : témoignage de l'engagement citoyen d'un universitaire

15 h à 17 h Plénière 2

17 h Clôture

DOSSIER / / SAVOIR ET AGIR : L'UQAM ET L'URGENCE ENVIRONNEMENTALE

L'environnement : un chantier collectif pour la formation, la recherche et l'interaction sociale*

// Lucie Sauvé, professeure au Département de didactique, directrice du Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l' cociyennet 

C'est à l'UQAM que les regroupements étudiants du secondaire, du collégial et du milieu universitaire mobilisés contre l'inaction des décideurs ont choisi d'offrir une conférence de presse le 4 février dernier pour annoncer la création de leur *Coalition étudiante pour un virage environnemental et social* (CEVES) et leur *Plan national d'urgence pour la justice climatique*¹. Tenir cet  v nement majeur dans notre agora n'est certes pas sans signification ni sans appel à l'engagement de notre communauté universitaire.

Il faut rappeler à cet effet que l'UQAM a connu jusqu'ici une longue et belle « histoire d'environnement »², même si le souffle ou la vision ont parfois manqué pour soutenir adéquatement certains élans. Il y a eu d'abord la création d s 1973 du programme de maîtrise en sciences de l'environnement, une initiative pionnière dans le monde universitaire, développée à l'instigation de l'écologiste Pierre Dansereau³, ardent promoteur de l'interdisciplinarité, de l'approche systémique et de l'inspiration artistique. Le programme de doctorat en sciences de l'environnement a suivi en 1987 et l'Institut des sciences de l'environnement a vu le jour en 1990, rattaché alors au vice-rectorat Recherche et création, ce qui convenait fort bien au caractère intersectoriel de ce champ de savoirs et de pratiques. Le nouveau site web «  coresponsable » de l'UQAM⁴ présente les nombreuses unités de

recherche et les programmes de formation ayant trait à l'environnement qui se sont développés au fil des années.

Plus récemment, en novembre dernier, l'UQAM a été la première université au pays à appuyer la *Déclaration universelle des droits de l'humanité et des générations futures*, ce qui implique d'assumer des « devoirs » visant à reconnaitre « une interdépendance entre les espèces vivantes » et à « assurer leur droit à exister et le droit de l'humanité de vivre dans un environnement sain et écologiquement soutenable. »⁵ En septembre 2019, répondant à l'appel des associations étudiantes et des syndicats, l'UQAM s'est également jointe au mouvement mondial des établissements d'enseignement supérieur pour adopter une *Déclaration d'urgence climatique*. Trois engagements ont alors été pris^{6,7} :

1. *Atteindre la carboneutralité pour 2030, ou 2050 au plus tard;*
2. *Mobiliser davantage de ressources pour la recherche ax e sur les mesures pour remédier aux changements climatiques et faciliter le développement de compétences;*
3. *Accroître l'accès à l'éducation relative à l'environnement et au développement durable dans les programmes d'enseignement, sur les campus et dans les programmes de sensibilisation des communautés.*

Ces perspectives d'action sont en phase avec la nouvelle *Politique en matière d'écoresponsabilité*⁸, adoptée en décembre dernier par le Conseil d'administration de l'UQAM. Cette politique a été développée

au sein du CIME – appelé alors Comité institutionnel de mise en œuvre de la politique environnementale – où la représentation du SPUQ a joué un rôle majeur à cet effet de 2017 à 2019. Ce nouvel engagement institutionnel « s'arrime à la culture de l'Université qui se veut ancrée dans son milieu et attentive aux préoccupations sociales, désormais étroitement reliées aux préoccupations environnementales ». La politique prescrit l'intégration d'une dimension environnementale dans les diverses missions et les champs de responsabilités de notre institution : la recherche et la création, la formation académique, les services aux collectivités, les modes de vie, les pratiques d'aménagement et les activités de gestion, dont l'investissement écoresponsable.

Cette politique environnementale aura désormais un ancrage institutionnel formel au Vice-rectorat au développement humain et organisationnel et sa mise en œuvre sera orchestrée par le Service de développement organisationnel. Un Plan d'action intégré en matière d'écoresponsabilité 2020-2024⁹ est actuellement en voie de démarrage, faisant appel à la participation des membres de la communauté de l'UQAM aux divers comités de travail et valorisant les initiatives des 105  coambassadeurs de l'UQAM¹⁰.

On peut certes déplorer toutefois que la nouvelle composition du CIME¹¹ exclue désormais les représentants des associations étudiantes et des divers syndicats de l'UQAM, ce qui apparaît comme une rupture avec la culture de collégialité et de participation qui a prévalu au sein de notre université. La nouvelle politique « s'adresse à toute la

* Allocution prononcée dans le cadre de la table ronde organisée par le SPUQ, *Savoir et agir* : l'UQAM et l'urgence environnementale, le 26 septembre 2019.



communauté de l'UQAM », mais où seront les leviers de décision démocratique, les espaces formels de veille critique (plans, stratégies, bilans) et de propositions structurantes de la part de notre communauté? Comment s'assurer de répondre dès maintenant et adéquatement – au-delà d'une gestion managériale – à l'exigence de la situation écologique et sociale et à l'appel des jeunes si courageusement mobilisés?

C'est en effet nous tous de la communauté uqamienne qui devons assumer un projet environnemental collectif. Déjà de nombreuses initiatives sont en cours à cet effet dont certaines sont soutenues par le Fonds vert¹² de l'UQAM. Mentionnons également à titre d'exemples, les avancées de la Division Énergie et environnement du Service des immeubles¹³, l'émergence du Laboratoire d'agriculture urbaine à l'UQAM¹⁴, l'engagement soutenu du GRIP-UQAM¹⁵, la stratégie de placement éthique de la Fondation UQAM¹⁶, le rayonnement de la revue Vertigo¹⁷, celui de la revue ERE¹⁸ et beaucoup d'autres réalisations. Récemment, notre SPUQ s'est doté d'un Comité environnement et a adopté une résolution marquant son opposition aux projets GNL Québec et LNG Canada¹⁹. Il importe de reconnaître et de valoriser de tels engagements. Mais il nous faudra certes accélérer la « transition » vers une université véritablement écoresponsable à travers l'ensemble de ses missions.

En tant que professeur-es, nous devons accroître l'accès à la formation et à l'éducation relatives à l'environnement, ce qui implique d'enrichir les programmes et les cours en vue d'accompagner les étudiant-es dans le développement de compétences critiques, éthiques et politiques en matière d'environnement et de stimuler également leur créativité écosociale²⁰. Tous les programmes

d'enseignement dans tous les secteurs sont ici sollicités. Il nous faudra aussi créer davantage d'espaces de formation interdisciplinaire et transversale où il sera possible de convier les étudiant-es à se mettre en projet d'apprentissage et d'action écocitoyenne. Et puis, en toute cohérence, nous devons veiller à instaurer une « pédagogie du lieu », une culture écologique ambiante à travers les pratiques, les façons de vivre ensemble sur le campus. Nous devons enfin poursuivre nos engagements pour le développement de programmes d'éducation populaire ou communautaire et de projets d'interaction sociale en matière d'environnement, qui nous permettent d'apprendre avec les communautés.

En tant que chercheur-es et créateurs et créatrices, reconnaissant la valeur et la légitimité d'une recherche engagée comme creuset de transformation, nous devons assumer la tâche de « Prendre position », comme nous y a convié l'UQAM au cours des dernières années. Peut-on refuser de s'engager dans les débats publics, en particulier sur les questions socioécologiques si préoccupantes actuellement? Il y a de plus en plus d'initiatives inspirantes en ce sens de la part des professeur-es de l'UQAM. Il nous faut certes les mettre en lumière, les diffuser, les promouvoir²¹.

Ainsi, tant au regard de l'appel des jeunes que du projet environnemental de l'UQAM – désormais explicité et formalisé –, nous sommes interpellés pour contribuer à un vaste chantier collectif de transformation écosociale à travers les différents volets de notre tâche professorale. Il nous importera de vivre un tel engagement de façon authentique, collégiale et démocratique, et de nous assurer de disposer à cet effet d'« espaces » adéquats de parole et d'action au sein de notre institution. □

1. <https://www.facebook.com/coalitionceves/>
2. <https://ise.uqam.ca/institut/historique/>
3. Brunet, N. et coll. (2017). *L'espoir malgré tout. L'œuvre de Pierre Dansereau et l'avenir des sciences de l'environnement*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
4. <https://ecoresponsable.uqam.ca/>
5. <https://www.actualites.uqam.ca/2019/donner-droits-humanite>
6. <https://www.actualites.uqam.ca/2019/declarer-urgence-climatique>
7. <https://www.sdgaccord.org/climateletter9>
8. https://instances.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/47/2018/05/Politique_no_37.pdf
9. <https://ecoresponsable.uqam.ca/plan-d-action-institutionnel-en-matiere-d-ecoresponsabilite.html>
10. <https://ecoresponsable.uqam.ca/devenir-ecoambassadeurs.html>
11. <https://ecoresponsable.uqam.ca/comite-institutionnel-de-la-politique-en-matiere-d-ecoresponsabilite.html>
12. <https://ecoresponsable.uqam.ca/proposer-une-initiative-fonds-vert.html>
13. <http://www.sie.uqam.ca/services/index.php?page=accueil&service=DEE>
14. <http://www.au-lab.ca/>
15. <https://gripuqam.org/>
16. <https://www.actualites.uqam.ca/2019/strategie-placement-ethique-fondation-uqam>
17. <https://journals.openedition.org/vertigo/>
18. <https://www.revue-ere.uqam.ca/>
19. <https://spuq.uqam.ca/nouvelles/794>
20. <https://www.coalition-education-environnement-ecocitoyennete.org/wp-content/uploads/2019/07/Strategie-Edition-complete.pdf>
21. Saluons à cet effet le travail du journal *Actualités UQAM*.

DOSSIER / / SAVOIR ET AGIR : L'UQAM ET L'URGENCE ENVIRONNEMENTALE

Savoir et agir dans la transition sociale et écologique

// René Audet, professeur au Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale

Le titre du panel organisé par le SPUQ sur l'urgence environnementale le 26 septembre dernier contient deux termes – savoir et agir – qui offrent une perspective intéressante sur la transition écologique parce qu'ils décrivent une situation que notre collègue Ulrich Brand (Université de Vienne) qualifie de « paradoxe »¹.

Bien que les modélisations, les courbes d'émission et de température, ou encore les cibles de réduction que se donnent nos administrations paraissent assez neuves pour incarner l'urgence environnementale aujourd'hui, il faut convenir que les savoirs que nous avons sur la crise écologique sont relativement solides depuis assez longtemps. Les sciences de l'environnement, qui regroupent un large spectre de disciplines qui travaillent à une meilleure compréhension des transformations sociales et écologiques, ont posé à différentes époques des diagnostics sur la destruction de la nature, sur le problème des limites de la croissance et sur les impacts des crises écologiques sur les sociétés contemporaines. Il demeure bien entendu important d'approfondir ces connaissances, surtout localement, mais mon point est que nous disposons d'une vision relativement solide des grands principes qui font de la situation actuelle une « urgence ».

Quant au deuxième mot, « agir », la situation est bien plus incertaine et encore plus complexe. Je veux dire par là qu'il n'existe pas de consensus scientifique sur les stratégies de lutte contre la surutilisation des ressources, la pollution, la destruction des systèmes socioécologiques et la modification

des flux importants de la biosphère. Ainsi, « agir pour l'environnement » peut renvoyer à des choix individuels (comme la consommation responsable), à une réforme économique (comme l'économie verte), à une reconversion technologique (comme la transition énergétique), etc. S'il existe d'importants corpus de connaissance disciplinaire sur toutes ces stratégies, il n'y a pas de recette évidente et aucune de ces stratégies ne s'est montrée à la hauteur de la complexité du problème. Cela est d'autant plus vrai si nous considérons qu'il faut faire face à l'urgence climatique tout en maintenant ou en améliorant la qualité de vie des sociétés ici et ailleurs, et en recherchant un monde plus juste.

Le renouveau du mouvement vert amorcé sous l'égide de la jeunesse est encourageant, mais il ne résout pas ce problème. Au contraire – et c'est là où réside le paradoxe – le discours actuel reprend largement la structure du problème que j'essaie de décrire : « la science » témoigne bel et bien de l'urgence, mais les appels à la responsabilité historique des dirigeants ne rendent pas leurs « solutions » plus commensurables au défi. Ainsi, nous sommes forcés, comme chercheurs et intellectuels, à développer des « savoirs sur l'agir », des connaissances sur les transformations sociales et écologiques, et sur ce qui empêche ces transformations. C'est en tous cas une façon de décrire l'objet de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique et des travaux qui y sont menés. Sur la base de ces travaux, j'aimerais partager cinq constats.

Dire « le social » dans la transition

Bien que l'on nous présente souvent l'action climatique comme une sorte d'évidence, il s'agit en réalité d'un domaine

de contradictions et de conflits. J'étudie attentivement la situation du discours de la transition au Québec depuis 2012 et je constate la multiplicité des perspectives. En témoigne d'ailleurs les nombreux suffixes et adjectifs que l'on accole au terme transition dans le discours public : « vers l'économie verte », « sobre en carbone », « juste », « énergétique », « socioécologique », « citoyenne », etc. Il existe donc une diversité de déclinaisons du thème de la transition qui expriment toutes des visions différentes, et qui sont portées par des acteurs variés, en position de pouvoir ou non.

Ces discours ont néanmoins un point en commun : ils conçoivent mal la nature fondamentalement sociale de la transition. Cette critique n'est pas très nouvelle et nous disions la même chose de la notion de développement durable il n'y a pas si longtemps. Il semble en effet y avoir dans le discours environnemental une incapacité à parler de société avec un vocabulaire qui soit minimalement précis et conséquent. L'usage généralisé de la locution « le social » par la plupart des acteurs que je rencontre, qu'ils soient de la société civile, des institutions ou du secteur privé, révèle une sorte d'objectivation de tout ce qui se trouverait en dehors des sphères politique et économique. Grammaticalement, « le social » est un adjectif utilisé comme un nom. « Le social » est alors quelque chose qu'on nous dit de faire – « il faut faire du social! » – mais qui demeure mystérieux et pour lequel les acteurs n'ont pas réellement de définition. Dans la pratique, cela se traduit le plus souvent par une série de principes normatifs qu'il faudrait « intégrer » aux projets de transition : l'équité, la justice, l'inclusion, etc.

1. Ulrich Brand fut l'invité d'un séminaire organisé par la Chaire de recherche de l'UQAM sur la transition écologique le 14 février dernier.



Or, c'est là une vision bien réductrice de ce qui fait de la transition un processus social. J'y reviens plus bas.

Le biais technocentriste et économique de la transition

Le discours prédominant sur la transition présente celle-ci comme un processus qui reposera essentiellement sur la substitution technologique et qui se réalisera grâce aux mécanismes du marché. En général, les propositions tournent plus spécifiquement autour du développement d'un secteur des technologies propres, avec comme argument central l'idée qu'il faut réanimer le secteur manufacturier québécois à travers l'aménagement de politiques incitatives (l'écofiscalité, les achats publiques, etc.) pour positionner notre expertise dans le marché international.

Cette vision repose évidemment sur des prémisses économiques, par exemple en affirmant que des « signaux » économiques comme la fiscalité vont influencer les investisseurs et les acteurs économiques pour ainsi donner une impulsion à la transition. Je dirais que le Plan directeur publié à l'été 2018 par la nouvelle société d'État Transition énergétique Québec (TEQ – nouvelle société d'État dont on a déjà annoncé l'abolition sous le gouvernement de la CAQ) va généralement dans le même sens. Si, de la part d'un gouvernement, on aurait pu s'attendre à voir la réglementation comme un outil stratégique pour orienter le changement, le Plan directeur de TEQ affirme plutôt que la réglementation devrait arriver en fin de course, pour couronner des changements qui auront été préparés par des politiques incitatives. On réglementera lorsque le marché sera prêt, n'ayez crainte.

Le biais individualiste de la transition

Une autre tendance lourde du discours dominant de la transition est son biais individualiste, soit l'idée que les décisions individuelles sont à même d'engendrer un changement d'envergure. Par exemple, TEQ considère qu'en offrant aux individus des incitatifs à la consommation (notamment dans les secteurs de la rénovation et de la mobilité) et en faisant de la sensibilisation, on pourra changer les « comportements ». Le problème n'est pas tant la notion de comportement en elle-même. Il existe toute une science des comportements,

très intéressante à plusieurs égards, qui démontre la complexité des changements de comportement. Le problème est plutôt la vision simpliste qui vient avec ce biais individualiste que l'on peut résumer par un processus en trois temps :

1. L'individu est sensibilisé à la nécessité de consommer moins d'énergie fossile et d'être plus efficace énergétiquement;
2. L'individu constate qu'il existe un incitatif économique à changer son comportement;
3. L'individu change son comportement.

Or, tout ce raisonnement fait entièrement abstraction du monde réel où :

1. Les signaux sont contradictoires, comme en témoignent les milliards de dollars investis dans la promotion des véhicules énergivores et de la consommation de masse en général;
2. Les incitatifs économiques correspondent aux besoins d'une petite partie seulement de la population;
3. Les comportements existent dans un contexte social, culturel et matériel beaucoup plus complexe que la seule sphère individuelle.

La transition juste

Les acteurs qui, dans la société québécoise, ont tenté de formuler une vision plus « sociale » de la transition écologique ont souvent mobilisé le concept de justice. Cette approche à bien des mérites. Elle souligne que les changements qui surviendront – avec ou sans transition écologique – auront des impacts sur la répartition de la richesse et les inégalités, et qu'il faut en tenir compte. Elle met en lumière les injustices et violences infligées aux nations autochtones et aux femmes, notamment, ainsi que la nécessité de reconnaître leurs droits et, surtout, leur capacité à faire partie de la solution en tant qu'acteurs centraux de la transition.

Mettre l'accent sur la justice, c'est aussi une manière de politiser la transition en identifiant l'injustice, les acteurs et les mécanismes de pouvoir qui sont derrière. Alors, la transition juste, est-ce cela remettre la transition dans la société? D'une certaine façon, peut-être, car le concept de justice pose des valeurs importantes comme l'équité, la reconnaissance et la participation. Mais en même temps la justice n'explique pas le processus par lequel peut s'effectuer une transition.

Remettre la transition écologique dans la société

Dire que les individus, les consommatrices, consommateurs, les citoyennes, citoyens ou les électrices, électeurs ont un rôle à jouer pour faire avancer la transition, ce n'est donc pas encore parler d'une transition sociale et écologique. Une société n'est pas une somme d'individus atomisés, c'est plutôt l'ensemble des relations entre ces individus et ce qu'ils construisent à travers ces relations. C'est aussi les institutions qui incarnent ces relations, comme l'État. Peut-être alors faudrait-il penser la transition écologique comme le développement de nouvelles relations sociales ou encore comme la réorganisation des relations sociales, et à partir de là, la transformation de nos institutions. Le point important est qu'il est nécessaire de comprendre les processus sociaux qui président au changement. « Le social » devient alors plus qu'un horizon normatif, c'est un nécessaire principe d'analyse et d'intervention.

Dans un projet mené dans Rosemont-La Petite-Patrie pour générer des dynamiques locales de transition, nous avons constaté que les motivations principales des citoyens pour s'engager dans des projets de transition écologique n'étaient pas nécessairement relatifs à la réduction des émissions de GES, ni à l'amélioration de la mobilité ou à d'autres aspects techniques, économiques ou même écologiques. C'est la redécouverte et le développement des liens sociaux de proximité qui motivent le plus les citoyens. Il n'y a pas là de révolution scientifique : on parle depuis longtemps de l'action collective locale et du développement d'institutions démocratiques ancrées dans les territoires auxquels les gens peuvent s'identifier. C'est pourquoi l'action individuelle et les technologies vertes doivent être contextualisées dans un tissu de relations sociales pour vraiment contribuer à une transition écologique.

Nous savons donc qu'il y a effectivement urgence environnementale. Mais pour résoudre le paradoxe, il faudrait aussi savoir agir. Le premier pas ne devrait-il pas consister à rendre la transition écologique socialement désirable pour les gens en leur confiant une plus grande responsabilité collective dans la construction de l'avenir? □

D O S S I E R / / SAVOIR ET AGIR : L'UQAM ET L'URGENCE ENVIRONNEMENTALE

La question de la décroissance et l'impératif de transition écologique en temps d'urgence climatique*

// Éric Pineault, professeur au Département de sociologie et à l'Institut des sciences de l'environnement

En novembre 2019, la très prestigieuse revue *The Lancet* publie un éditorial¹ dans lequel est questionnée la croissance économique comme horizon qui doit nécessairement baliser les réponses possibles à l'urgence climatique : et si la croissance économique était le problème? Pour rester à l'intérieur des scénarios de réchauffement climatiques jugés acceptables par le GIEC (le fameux 1,5° Celsius) ne devrions-nous pas envisager une décroissance du flux de matière et d'énergie que mobilisent les économies les plus avancées du globe? Sans endosser la décroissance comme programme économique et social, l'éditorial soutient que le scepticisme envers la croissance économique est au final mieux pour la planète qu'une croyance dogmatique dans ces bienfaits et que pour ce faire, les fondements de nos rapports économiques doivent être problématisés par l'enquête scientifique. En ce domaine la foi et les expériences de pensée ne suffisent plus.

Par cette voie et de multiples autres, la décroissance fait de plus en plus irruption dans nos débats sur les enjeux environnementaux². Elle est indissociable d'un contexte où l'urgence définit la manière dont est envisagée la question climatique et plus largement les contradictions écologiques des sociétés contemporaines. L'horizon temporel plus restreint qu'implique la notion d'urgence décredibilise les réponses qui reposent sur d'éventuelles percées technologiques autant que celles qui misent sur un long ajustement des comportements des agents économiques par un jeu graduel sur les prix. Elle recadre également la question de la transition écologique : l'impératif de changement radical qu'elle implique s'annonce beaucoup plus dérangeant que le paradigme qui a structuré les politiques environnementales des trois dernières décennies, celui du développement durable (avec ses avatars : croissance verte, capitalisme vert, modernisation environnementale). Cette époque est désormais vue comme des « décennies perdues », pendant lesquelles les problèmes environnementaux engendrés par la croissance économique n'ont cessé de s'amplifier³.

Des sociétés assoiffées de croissance

En 2008, une vingtaine de chercheurs en sciences de l'environnement réunis par l'Institut de Stockholm de recherche sur la résilience⁴ publient un article qui devient rapidement une référence sur l'urgence d'instituer des limites planétaires aux activités humaines. Les auteurs identifient 9 cycles biogéochimiques globaux essentiels au maintien des conditions environnementales caractérisant notre

monde depuis la dernière grande glaciation⁵. Le cycle du carbone, qui régule entre autres le climat, est le cas emblématique, mais la recherche a identifié des seuils écologiques supplémentaires, parmi lesquels l'introduction de phosphore et d'azote sous des formes réactives dans l'environnement, le rythme de perte de biodiversité et le rythme de progression de l'usage du sol par l'agriculture et la foresterie industrielle. Autant de seuils traçant une limite objective aux pressions environnementales que nous pouvons imposer à notre planète. Traverser ces seuils risque d'engendrer un monde naturel radicalement différent de celui dans lequel nos civilisations sont apparues et se sont développées, un monde probablement inhabitable pour la plupart des êtres vivants et des écosystèmes ayant façonné nos cultures.

La Grande Accélération est le nom que certains historiens de l'environnement ont forgé pour analyser la trajectoire qui, depuis les années 1950, nous amène aux abords de plusieurs de ces seuils critiques⁶. L'unité des soixante-dix dernières années réside dans l'impact sans précédent des sociétés humaines sur les grands équilibres écologiques de la planète. Ce n'est plus telle rivière, telle espèce ou telle forêt qui risque de disparaître, ce sont les grands cycles et régulations biogéochimiques globaux qui sont sous tension extrême. Évidemment, ce ne sont pas toutes les sociétés ni tous les membres des sociétés avec les plus larges empreintes écologiques qui sont à l'origine de ces pressions anthropiques; les moteurs de déséquilibres se déclinent selon les inégalités de classes, genre et races.⁷

* Une partie de l'argument que j'élabore ici a été publiée pour la première fois dans le magazine de l'Association internationale de sociologie : <http://globaldialogue.isa-sociology.org/the-post-growth-condition/>. Le texte que je vous présente résume les connaissances acquises et recherches effectuées pendant une année sabbatique (2018-2019) au Centre de recherche sur les sociétés postcroissances à Iéna en Allemagne. La recherche interdisciplinaire en Europe sur les limites de la croissance, l'écologie sociale et le métabolisme des économies est particulièrement foisonnante. Je fais ici état d'une partie de ces résultats, suggérant quelques références pour ceux et celles qui souhaiteraient fouiller plus en profondeur ce champ émergent.



La Grande Accélération, c'est également une intensification des perturbations environnementales globales lesquelles augmentent d'année en année, qu'on les mesure en émissions de CO₂, en prélèvement de biomasse marine par la pêche, en rythme de perte de biodiversité ou en perte de matière organique dans les sols cultivables. La Grande Accélération, c'est aussi une explosion depuis 1950 de la taille des économies capitalistes avancées, de la quantité d'automobiles par habitant dans ces sociétés, de la quantité de plastique jetable produit par habitant, du volume de marchandises physiques en circulation, de la quantité d'énergie nécessaire au fonctionnement de notre mode de production et évidemment de la quantité d'êtres humains sur terre, mais avec une empreinte écologique relative incomparable entre les sociétés du Nord et celles du Sud. Toutes ces variables ont connu une croissance exponentielle pendant les 70 dernières années et tous ces processus s'accélérent au 21^e siècle.

Pour prendre un exemple parmi d'autres, le rythme de production de matière plastique issue d'hydrocarbures a été multiplié par 20 depuis les années 1960, passant de 15 millions de tonnes en 1964 à 311 millions de tonnes en 2014, et moins de 10 % de cette matière est issue de plastique recyclé (ajoutons qu'il s'est produit plus de plastique depuis le début du 21^e siècle que tout le long du 20^e siècle). Depuis la crise de 2008, la production cumulative de plastique atteint 1942 millions de tonnes, plus que pendant le quart de siècle de 1950 à 1976 où la production annuelle est passée de 1,5 à près de 50 millions de tonnes par année. Cette explosion de la production de plastique est attribuable à deux facteurs qui en disent long sur la culture matérielle de nos sociétés depuis les années 1950. Le plastique, moins coûteux à produire, plus léger et plus polyvalent a certes délogé une grande partie des matières qui ont marqué la modernité industrielle de nos sociétés, soit le bois, le verre, les métaux

et le papier⁸. Mais la multiplication par 20 de sa production est surtout attribuable à la prolifération des emballages et des objets à usage unique et jetable. Le cas des emballages est emblématique : ils comptent actuellement pour 26 % de la production de plastique, mais 14 % seulement de cette matière est recyclée, le reste étant enfoui sans revalorisation (40 %) ou égaré dans l'environnement (32 %). Plus de 8 millions de tonnes se retrouvent ainsi, annuellement, dans les océans⁹.

Nous regardons avec une certaine suffisance les époques antérieures de la modernité, considérant qu'ils n'avaient pas la conscience environnementale que nous avons aujourd'hui, mais les données de la Grande Accélération sont implacables : le bilan écologique actuel des sociétés les plus avancées sur le plan économique (dont le Québec) est plus lourd que celui de ces mêmes sociétés dans les années 1940, 1950 ou même 1960, et évidemment nettement plus lourd que celui des sociétés du Sud. Ce constat brise un autre mythe environnemental, celui voulant que la croissance démographique soit un moteur essentiel des problèmes environnementaux. La croissance démographique est de loin moins importante comme cause des pressions environnementales que l'empreinte de certaines sociétés (comme la nôtre) par rapport à d'autres (Afrique, Amérique Latine). La Grande Accélération, c'est aussi l'échec patent de l'environnementalisme et du paradigme du « développement durable » visant à concilier « croissance économique et protection de l'environnement ». Il faut le souligner : jamais n'avons-nous eu autant de politiques, lois, ministères et chartes de développement durable en tout genre, et pourtant jamais n'avons-nous exercé d'aussi grandes pressions environnementales sur la planète. L'économie écologique et politique de la décroissance vise précisément à fournir une réponse, ou du moins une clé de lecture de cette contradiction, elle le fait en proposant une théorie critique de

la croissance économique des sociétés contemporaines.

Une théorie des limites de la croissance

La croissance dans une société capitaliste a plusieurs significations et manifestations, tout comme le spectre de sa fin. La croissance désigne d'abord le processus d'expansion économique que mesure et capture le PIB, mais elle est également un phénomène matériel, biophysique et écologique. Elle désigne dès lors le flux de matière, d'énergie et d'activité vivantes que mobilise une société dans la reproduction de ses relations de production et de consommation, son métabolisme. La croissance est finalement une idée, un puissant idéologème, si central à la culture de la société capitaliste et à la modernité que sa fin est difficile à imaginer. Pourtant, comme le souligne *The Lancet*, envisager cette fin est non seulement possible, mais peut être nécessaire. Plus qu'un spectre hantant la société capitaliste, la fin de la croissance est un impératif écologique qui définit notre temps.

La croissance économique telle que nous la discutons et le mesurons à travers des outils de comptabilité nationale comme le PIB est une représentation du capitalisme qui se constitue au 20^e siècle. Le calcul du Produit national brut (ancêtre du PIB) a été inventé aux États-Unis dans les années 1930 en pleine crise économique comme instrument de gestion macro-économique du New Deal, son usage politique est systématisé dans le cadre du pilotage étatique de l'économie lors de l'effort de guerre dans les années 1940. Mais ce n'est véritablement qu'à partir des années 1950, c'est-à-dire au début de la Grande Accélération, que la croissance du PIB s'impose comme représentation générale du procès économique de l'ensemble des sociétés capitalistes avancées et que sa poursuite devient un objectif politique et social¹⁰. Le PIB représente le capitalisme comme une économie monétaire de production ayant une grandeur mesurable et objective à l'échelle nationale. Par le biais de ces outils, la croissance devient au

DOSSIER / / SAVOIR ET AGIR : L'UQAM ET L'URGENCE ENVIRONNEMENTALE

la question de la décroissance et l'impératif de transition écologique en temps d'urgence climatique // suite de la page 9

20^e siècle une instance centrale et essentielle de régulation des contradictions (internes) des sociétés capitalistes avancées. Construit sur l'accumulation par l'exploitation du travail, le capitalisme avancé est stabilisé par la croissance : les salaires peuvent progresser en tandem avec les profits, le plein emploi s'adosse à l'investissement soutenu, le conflit de classe constitutif du rapport social d'exploitation est atténué, sa gestion devient possible sous la forme d'un compromis entre capital et travail sous la gouverne de l'État interventionniste. Le surplus économique qui résulte de la croissance sera absorbé sous la forme d'une progression du niveau de vie des travailleurs entendu comme progression de la consommation médiatisée par l'économie monétaire de production ainsi que par l'expansion de l'État social. Quand la croissance ralentit, tout cela risque de se défaire.

Jusqu'à maintenant la croissance est apparue comme phénomène essentiellement monétaire et marchand, une manière d'organiser la distribution de droits monétaires sur la richesse sociale et de mobiliser le travail nécessaire à la production de cette richesse, que ce travail serve directement à la production courante (production) ou à la production des moyens de production de richesse future (investissement). Le PIB mesure la grandeur de l'économie capitaliste dans son rapport avec elle-même. Cette conception de l'économie capitaliste comme entité autonome et désencastrée a été abondamment critiquée. Depuis Karl Polanyi nous savons que l'économie capitaliste se développe et croît à l'intérieur d'un ensemble de relations sociales et d'institutions qui échappe à sa logique et dont elle dépend, mais qu'elle tente continuellement de subvertir à ses finalités ou de coloniser, parfois au péril de sa pérennité¹¹. Les

théories économiques féministes¹² ont par ailleurs montré la dépendance du travail formel, de la valeur et du capital sur un travail reproductif extérieur au périmètre de la valeur marchande, et donc, *in fine*, du point de vue économique, sans-valeur (dévalorisée), comme le *care*. Non seulement l'économie capitaliste croît « dans quelque chose » (les relations sociales en générale), mais elle croît « sur quelque chose », le travail reproductif. À cela s'ajoutent les relations de domination et d'asymétrie entre centre et périphérie à l'échelle mondiale¹³ : la croissance au centre repose aussi sur la capacité d'externaliser vers la périphérie les pressions socioécologiques de que ce nous pouvons appeler - après Brand et Wissen - un mode de vie impérial¹⁴.

Mais la croissance est aussi – et même surtout – une réalité matérielle. De ce point de vue, la croissance peut être mesurée comme expansion ou augmentation du flux d'énergie et de matière (*throughput*) inhérent à la reproduction de l'économie monétaire de production de la société capitaliste. La croissance est alors comprise comme « métabolisme social » tel que théorisé par l'écologie sociale et l'économie écologique¹⁵. L'analyse du métabolisme des économies analyse l'impact des activités extractives et appropriatives, productives, consomptives et de gestions de déchets, émissions et résidus sur les écosystèmes et les cycles biogéochimiques, non pas comme « effets secondaires » du procès économique, mais comme conditions nécessaires à la reproduction matérielle des sociétés. Les grandeurs biophysiques d'une économie, son échelle relative aux écosystèmes et aux systèmes biogéochimiques dans laquelle elle est imbriquée et qu'elle sollicite pour sa reproduction matérielle, l'intensité du forçage biophysique par le triple processus de prélèvement, pollution et artificialisation

que sa croissance implique, autant que leurs changements ou accélérations, toutes ces mensurations donnent à voir une économie qui est fondamentalement ancrée matériellement et dont les possibilités de découplage ou dématérialisation sont limitées¹⁶. Tant que l'économie monétaire de production est structurée par le principe de la croissance, elle entrainera un métabolisme dont l'expansion biophysique n'est pas viable sur le plan écologique.

Les antinomies de la croissance

La recherche en économie écologique démontre que le métabolisme des sociétés capitalistes avancées doit être drastiquement réduit si nous voulons respecter les limites biophysiques identifiées comme essentielles au maintien du système-terre dans des conditions climatiques et écologiques qui ressemblent à celles de l'holocène¹⁷. S'il faut – impérativement – envisager une descente et une décélération drastique du métabolisme des sociétés capitalistes avancées, cela veut dire rompre avec la croissance et même envisager une décroissance de la taille de l'économie monétaire de production, tant des actifs capitalisés que de ce qu'elle produit comme richesse¹⁸. Or ralentir, et encore plus décroître une économie capitaliste, apparaît comme une impossibilité à l'extérieur d'épisodes de crise majeure¹⁹. Nous voilà devant les antinomies de la croissance.

Les sociétés capitalistes avancées sont confrontées à des contradictions socioécologiques et biophysiques d'ordre existentiel, elles sont confrontées à la possibilité de l'extinction du genre humain si elles maintiennent leur trajectoire de croissance actuelle. Par ailleurs, ces mêmes sociétés ont besoin de croissance et d'expansion pour maintenir leur stabilité économique, politique et culturelle. De surcroît, plus une société capitaliste avancée



rencontre d'obstacles à son développement, plus la croissance (verte, juste, inclusive) est considérée comme une solution par ses classes constitutives, alors que les contradictions et limites écologiques se présentent, du point de vue de l'existence des êtres humains et du vivant en général comme des barrières infranchissables et des contradictions insolubles par l'outil de la croissance et de l'expansion.

Telles sont les antinomies socioécologiques des sociétés de croissance. Antinomies qu'une théorie critique de la croissance éclaire, non pas comme fatalités auxquelles nous sommes condamnés et auxquelles nous devrions nous plier, mais plutôt comme « rapports économiques » sur lesquels on peut agir. Ainsi, pour revenir à notre point de départ, la décroissance n'est pas d'abord une réponse à l'urgence climatique, mais une notion forgée pour briser la puissance de l'idéologue de la croissance, lequel relie progrès, expansion et émancipation dans une structure téléologique, c'est-à-dire une manière particulière pour ces sociétés de comprendre leur histoire et surtout de se projeter dans l'avenir. Comment traduire cela sur le plan de l'action syndicale? Le mouvement syndical québécois met de l'avant la notion de transition juste comme réponse progressiste à la crise climatique. Nous pouvons contribuer à ses discussions, mais d'abord nous devons prendre acte de la perte de crédibilité de la notion de développement durable. Il faut que notre critique et nos propositions d'alternatives soient aussi radicales que l'état d'urgence environnementale constaté scientifiquement. Pour ce faire, nous allons devoir renouer avec des positions plus critiques du capitalisme que celles qui ont marqué nos discussions depuis quelques décennies. Sans se définir décroissant, il est impératif que nous contribuions à une définition de la transition juste qui rompt avec les mirages de la croissance et qui intègre la notion de limite d'une manière progressiste. □

1. <https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lanplh/PIIS2542-5196%2819%2930222-0.pdf>
2. Pour un survol de la recherche européenne sur la décroissance voir : Kallis, G., Kostakis, V., Lange, S., Muraca, B., Paulson, S., & Schmelzer, M. (2018). « Research on Degrowth », *Annual Review of Environment and Resources*. (May), 1–26. <https://doi.org/10.1146/annurev-environ.2018.05.01.01>. Ici au Québec, l'ouvrage récent de Yves-Marie Abraham (2019), *Guérir du mal de l'infini*, chez Écosiété est une contribution significative à ces débats.
3. Gómez-Baggethun, E., & Naredo, J. M. (2015). In search of lost time: the rise and fall of limits to growth in international sustainability policy. *Sustainability Science*, 10(3), 385–395. <https://doi.org/10.1007/s11625-015-0308-6>
4. <http://www.stockholmresilience.org/>
5. Steffen, W., Richardson, K., Rockström, J., Cornell, S. E., Fetzer, I., Bennett, E. M., ... Hector, A. (2015). Sustainability. Planetary boundaries: guiding human development on a changing planet. *Science* (New York, N.Y.), 347(6223), 1259855. doi:10.1126/science.1259855
6. Görg, C., Plank, C., Wiedenhofer, D., Mayer, A., Pichler, M., Schaffartzik, A., & Krausmann, F. (2019). Scrutinizing the Great Acceleration: The Anthropocene and its analytic challenges for social-ecological transformations. *Anthropocene Review*. <https://doi.org/10.1177/2053019619895034>
7. Malm, A., & Hornborg, A. (2014). The geology of mankind? A critique of the Anthropocene narrative. *The Anthropocene Review*, 1(1), 62–69. <https://doi.org/10.1177/205301961351629>
8. Outre le bois, matières dont le taux de recyclage est largement plus élevé que le plastique.
9. Ce paragraphe se base l'étude suivante : http://www3.weforum.org/docs/WEF_The_New_Plastics_Economy.pdf et les données sur la production de plastique ont été prélevé sur Statista : <http://www.statista.com/statistics/282732/global-production-of-plastics-since-1950/>. Pour un aperçu général de la matérialité de nos économies, voir la synthèse produite par Vaclav Smil, *Making the Modern World, materials and dematerialization*, Wiley, 2014.
10. Schmelzer, M. (2015). The growth paradigm: History, hegemony, and the contested making of economic growthmanship. *Ecological Economics*, 118, 262–271. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2015.07.029>
11. Fraser, N. (2017). *Why Two Karls are Better than One: Integrating Polanyi and Marx in a Critical Theory of the Current Crisis*. http://www.kolleg-postwachstum.de/sozwmgedia/dokumente/WorkingPaper/WP+1_2017+Fraser.pdf
12. Biesecker, A., & Hofmeister, S. (2010). Focus: (Re)productivity Sustainable relations both between society and nature and between the genders. *Ecological Economics*, 69, 1703–1711. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2010.03.025>
13. Schaffartzik, A., Duro, J. A., & Krausmann, F. (2019). Global appropriation of resources causes high international material inequality – Growth is not the solution. *Ecological Economics*, 163(August 2018), 9–19. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2019.05.008>
14. Brand, U., & Wissen, M. (2012). Global Environmental Politics and the Imperial Mode of Living: Articulations of State–Capital Relations in the Multiple Crisis. *Globalizations*, 9(4), 547–560. <https://doi.org/10.1080/14747731.2012.699928>
15. Haberl, H., Wiedenhofer, D., Pauliuk, S., Krausmann, F., Müller, D. B., & Fischer-Kowalski, M. (2019). Contributions of sociometabolic research to sustainability science. *Nature Sustainability*. <https://doi.org/10.1038/s41893-019-0225-2>
16. Krausmann, F., Wiedenhofer, D., & Haberl, H. (2020). Growing stocks of buildings , infrastructures and machinery as key challenge for compliance with climate targets Growing stocks of buildings , infrastructures and machinery as key challenge for compliance with climate targets. *Global Environmental Change*, 61(January), 102034. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102034>
17. Steffen, W., Rockström, J., Richardson, K., Lenton, T. M., Folke, C., Liverman, D., ... Schellnhuber, H. J. (2018). Trajectories of the Earth System in the Anthropocene. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 201810141. <https://doi.org/10.1073/pnas.1810141115>
18. Akbulut, B., Demaria, F., Gerber, J. F., & Martínez-Alier, J. (2019). Who promotes sustainability? Five theses on the relationships between the degrowth and the environmental justice movements. *Ecological Economics*, 165(January), 106418. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2019.106418>
19. Shao, Q., Schaffartzik, A., Mayer, A., & Krausmann, F. (2018). The high 'price' of dematerialization: A dynamic panel data analysis of material use and economic recession. *Journal of Cleaner Production*, 167, 120–132. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2017.08.158>

311
mars 2020



BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL